



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 16/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC RESEAU Agence Paprec Lorraine

262 rue du Pré à Varois
54670 Custines

Références : 2025_0747
Code AIOT : 0006209303

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2025 dans l'établissement PAPREC RESEAU Agence Paprec Lorraine implanté Rue des trappiers 54380 Dieulouard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC RESEAU Agence Paprec Lorraine
- Rue des trappiers 54380 Dieulouard
- Code AIOT : 0006209303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation de transit, tri et regroupement de déchets issus pour l'essentiel de la collecte sélective de déchets auprès des particuliers, relevant du régime de l'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 10,2,1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 4.3.9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 4.3.11.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 10.2.3	Sans objet
7	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/11/2014, article 6.2.1	Sans objet
8	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/11/2014, article 6.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence des manquements visant l'autosurveillance des rejets d'eaux pluviales et des eaux souterraines, à laquelle l'exploitant est tenu. Il est attendu que l'exploitant s'astreigne au respect des prescriptions qui le concerne à ce propos (fréquence, paramètres, communication des résultats via l'outil GIDAF).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 10,2,1
Thème(s) : Actions régionales, autosurveillance rejets
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de faire effectuer par un laboratoire extérieur agréé par le ministre chargé de l'environnement [à une fréquence semestrielle] une mesure du rejet n°1 identifié à l'article 4.3.5 du présent arrêté [à l'exception de la mesure des PCB qui est visée par une fréquence annuelle].

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté pour les exercices 2022 et 2024, les rapports d'analyses relatifs à la qualité des rejets aqueux, constitués de l'analyse des prélèvements effectués les 29/07/2022 et 25/01/2024. Les analyses au titre de ces deux exercices s'appuient sur un prélèvement annuel, alors que la fréquence prescrite est semestrielle.</p> <p>Les rejets n'ont pas été contrôlés en 2023. Le jour de la visite, les rejets n'avaient pas fait l'objet d'un contrôle au titre de 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 4.3.9</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, qualité rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur traitement, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies Point de rejet n°1 [eaux pluviales et bassin confinement rejetés dans la Moselle] [La qualité de ces eaux avant rejet dans le milieu naturel doit respecter les valeurs maximales instantanées suivantes :]</p> <ul style="list-style-type: none"> > MES : 100 mg/L > DCO : 300 mg/L > DBO5 : 100 mg/L > HCT : 5 mg/L > fer, aluminium et composés : 5 mg/L > indice phénols : 0,3 mg/L > chrome hexavalent : 0,1 mg/L > cyanures totaux : 0,1 mg/L > AOX : 1 mg/L > arsenic : 0,05 mg/L > cadmium : 0,2 mg/L > plomb : 0,5 mg/L > mercure : 0,05 mg/L > fluorures : 15 mg/L > débit maximal instantané 10L/s (36m3/h) <p>Une mesure de la concentration des PCB doit être effectuée au une fois par an par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales font l'objet d'un traitement par un débourbeur-déshuileur avant leur rejets au milieu naturel (Moselle). L'exploitant a présenté des éléments attestant de l'entretien de ces équipements de traitement, en particulier les bons d'intervention relatifs au curage et à la</p>

<p>maintenance des équipements et les bons de suivi des déchets générés par ces interventions, qui ont eu lieu en 2024 et 2025.</p> <p>Le rapport d'analyses des rejets d'eaux pluviales de l'année 2022 fait état de la conformité de la qualité des rejets au regard de la prescription. Le rapport d'analyses des rejets d'eaux pluviales pour l'exercice 2024 fait état de la conformité partielle de la qualité des rejets, puisque les paramètres suivants n'ont pas fait l'objet d'une quantification : fer, aluminium et composés, indices phénols, chrome hexavalent, cyanures totaux, PCB.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 4.3.11.2
Thème(s) : Actions régionales, surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit des [six] points de prélèvement définis au point 4.3.11.1 ci dessus sera réalisé au moins deux fois par an, en périodes de hautes et de basses eaux de la nappe et portera sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> > HCT > HAP > COHV > BTEX > arsenic > cadmium > chrome > nickel > plomb
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le bilan du suivi des eaux souterraines qu'il met en œuvre au sein de son installation. Le bilan présenté au titre des exercices 2022, 2023 et 2024, s'attache au suivi de l'ensemble des paramètres prescrits, néanmoins la fréquence d'analyse de la qualité des eaux est annuelle, et ne respecte pas la prescription.</p> <p>La dernière analyse de la qualité des eaux souterraines a été effectuée sur un prélèvement du 21/03/2024, sur l'ensemble des 6 piézomètres constituant le réseau de surveillance de l'installation. L'analyse pour l'exercice 2025 n'était pas disponible le jour de la visite.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions régionales, GIDAF

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose depuis le 01/10/2017 d'un cadre d'autosurveillance dans l'outil GIDAF, constitué d'un point de rejet pour les eaux superficielles, qui correspondant au point de rejet de l'installation vers la Moselle, et de six points de surveillance pour le suivi des eaux souterraines, correspondant aux six piézomètres implantés sur le site.</p> <p>L'exploitant n'a jamais fait usage de son cadre d'autosurveillance. Il est attendu que l'exploitant fasse usage de l'outil GIDAF pour la transmission des résultats d'autosurveillance de ses rejets, l'analyse des eaux pluviales de 2025 constituera la première campagne dont les résultats seront intégrés dans l'outil.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Contrôle de recalage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, autosurveillance recalage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le</p>

contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.
Constats : L'autosurveillance à laquelle est tenu l'exploitant comporte au moins une mesure annuelle (qualité des eaux pluviales rejetées), aussi l'installation est elle visé par le contrôle de recalage. Le jour de la visite l'exploitant a précisé être en phase de consultation pour changer de prestataire pour la mise en œuvre de l'analyse de ses rejets. Suivant la formule qu'il retiendra (prélèvement en interne ou par le laboratoire prestataire, analyse par un laboratoire accrédité ou non), l'exploitant pourrait être concerné par un contrôle de recalage. Le cas échéant un contrôle de recalage sera à réaliser en 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 10.2.3
Thème(s) : Autre, autosurveillance bruit
Prescription contrôlée : Le contrôle des niveaux sonores sera renouvelé par la suite [du contrôle conduit au démarrage de l'installation] tous les 3 ans.
Constats : L'exploitant a présenté les compte rendus des dernières campagnes de mesure du bruit qui ont eu lieu en 2024 (30/09/2024) et en 2025 (mesure du 17/02/2025), dans un contexte de plaintes formulées par un riverain quant aux bruits émis par l'installation. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2014, article 6.2.1
Thème(s) : Autre, valeurs limite d'émergence
Prescription contrôlée : Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure à la valeur admissible fixée dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée : > niveau de bruit ambiant supérieur à 45dBA : 5 dBA (période de 7 à 22h) ; 3 dBA (période de 22h à 7h ainsi que dimanches et fériés) ; > niveau de bruit ambiant compris entre 35 et 45dBA : 6 dBA (période de 7 à 22h) ; 4 dBA (période de 22h à 7h ainsi que dimanches et fériés).
Constats :

L'exploitant a présenté les résultats des campagnes d'analyse des niveaux de bruits émis par son installation, conduites en 2024 et 2025. Les niveaux de bruits mesurés sont conformes à la prescription. L'exploitant a mis en œuvre, entre ces deux campagnes, des mesures visant à atténuer les émissions sonores de son installation. Les moyens mis en œuvre par l'exploitant permettent de contenir l'émergence pour chacun des 3 points réglementés à environ 1dBA en période diurne et nocturne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2014, article 6.2.1

Thème(s) : Autre, moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

> période de jour (7 à 22h) : 70 dBA ;

> période de nuit (22h à 7h) : 60 dBA.

Constats :

L'exploitant a présenté les résultats des campagnes d'analyse des niveaux de bruit émis par son installation, conduites en 2024 et 2025. Les niveaux de bruits mesurés sont conformes à la prescription. L'exploitant a mis en œuvre, entre ces deux campagnes, des mesures visant à atténuer les émissions sonores de son installation. Ainsi, la mise en œuvre de caissons acoustiques et la modification de la prise d'air du compresseur de la halle de tri, ont permis de réduire le niveau sonore de 5dBA en limite ouest de l'installation, soit en direction de la commune de Dieulouard.

Type de suites proposées : Sans suite